

## Faut-il récrire l'histoire de la montée au pouvoir du nazisme ? par Pierre Broué

*Note de lecture*

*CLT, Numéro 36, novembre 1988.*

Trois ouvrages récemment parus aux Etats-Unis ont ouvert ce qu'on n'ose appeler un « débat » sur l'histoire du national-socialisme. Michael Kater, Richard Hamilton et Henry Turner remettent en question l'analyse traditionnelle du nazisme — qu'ils trouvent notamment trop empreinte de « marxisme », cette maladie qui empêche l'historien de garder les pieds solidement ancrés sur cette terre et les certitudes d'une société qui se proclame libérale et libre comme si c'était compatible. Bien entendu nous avons tout à fait conscience qu'il existe au sein de l'université américaine une concurrence féroce pour les chaires, qui exige l'élimination sans pitié des « canards boiteux » — marxistes ou sans saveur — et que l'historien, pour vivre, doit frapper et faire sa publicité par des travaux retentissants qui exigent évidemment le discrédit des auteurs et travaux antérieurs. Mais ce n'est pas tout. Incontestablement, une certaine histoire « révisionniste » du nazisme commence à se manifester en Amérique du Nord et elle se caractérise par un double caractère : le fait qu'elle répond incontestablement aux intérêts des classes dirigeantes du point de vue de ses perspectives historiques en dédouanant la bourgeoisie allemande de la responsabilité d'avoir engendré « la bête immonde » et son refus de toute analyse de classe, je dirais même de faire intervenir la notion de classe dans leur analyse. C'est bien entendu là le droit absolu des auteurs révisionnistes et je ne leur contesterai nullement le droit de « réviser » et de vouloir expliquer l'histoire par d'autres facteurs que les conflits de classe. Tout au plus peut-on leur reprocher d'avoir été présentés par une publicité tellement exagérée qu'elle ne peut être que mensongère. Il est des compliments qu'un auteur ne peut laisser passer, au moins sans se poser de sérieuses questions et il semble que tel aurait dû être le cas de ces trois auteurs ! Le résultat est d'ailleurs à terme nuisible car les publicitaires mettent évidemment l'accent sur les points les plus faibles et les plus contestables des auteurs et font silence sur les riches informations qu'ils traitent avec honnêteté et prudence<sup>1</sup> !

### *Kater et ses outils conceptuels*

C'est sans doute un signe des temps qu'un auteur sérieux se croie l'impératif devoir de tirer des rafales de condamnations méprisantes sur Marx et le marxisme sans se soucier de démontrer auparavant qu'il en a une connaissance, même seulement rudimentaire. C'est en effet ce que fait dès ses premières pages M. Kater qui s'efforce d'y démontrer que sa conception des classes n'est pas identique à celle de Karl Marx, puisque ce dernier, selon lui, n'aurait jamais distingué que deux classes, celle des exploités et celles des exploités<sup>2</sup>. Nous n'insisterons pas, n'ayant que trop d'occasion de revenir sur cet aveuglement scientifique qui frappe des auteurs pourtant respectables et incite malheureusement à leur manquer de respect !

Michael Kater voit la société allemande sous la forme du modèle dessiné pour le premier XX<sup>e</sup> siècle par Max Weber : une construction hiérarchique pyramidale dans laquelle se superposent de bas en haut la « classe inférieure », la « bourgeoisie inférieure » (lower middle class) que nous appellerons pour la commodité « petite bourgeoisie » et la « bourgeoisie supérieure » que nous appellerons « bourgeoisie » et qu'il se laisse aller, sans doute par une concession aux préjugés marxistes, à qualifier d'« élite ».

---

<sup>1</sup>Michael H. Kater, *The Nazi Party. A Social Profile of Members and Leaders, 1919 - 1945*, Cambridge, Harvard U.P., 1983. Richard F. Hamilton, *Who voted for Hitler ?*, Princeton U.P., 1983. Henry Ashby Turner Jr, *German Big Business & the Rise of Hitler*, Oxford U.P., 1985.

<sup>2</sup>Kater, op. cit., p. 3.

La « *classe inférieure* » est la seule qui paraisse à Kater correspondre en gros à ce que Marx appelait le prolétariat, les ouvriers en bleu. Il y distingue trois sous-groupes, les travailleurs non-qualifiés, les travailleurs qualifiés, dont l'emploi est lié à l'artisanat ancien ou nouveau, et les autres travailleurs qualifiés. Il émet à ce sujet l'hypothèse selon laquelle les membres de cette classe auraient une certaine « *conscience de classe* », mais reprend aussitôt cette concession en assurant que cette conscience est indiscutablement plus liée au désir des travailleurs d'améliorer leur conditions économiques qu'à celui de renverser les classes dirigeantes : seconde preuve qu'il n'a pas lu ce Marx qu'il veut tellement contredire ! Il classe l'« *aristocratie ouvrière* » — les ouvriers les plus qualifiés — avec des arguments qui font appel à ce qu'il appelle la « *mentalité subjective* » et surtout parce qu'il croit faux de la ranger avec la petite bourgeoisie.

La petite bourgeoisie est hétérogène et M. Kater la subdivise en six sous-groupes : artisans indépendants, spécialistes indépendants sans formation académique, employés inférieurs et moyen, commerçants indépendants, fermiers, pêcheurs. Le fait qu'elle soit constituée de strates historiques le pousse à justifier la séparation entre l'ancienne et la nouvelle, Alte et Neue Mittelstand qui évite toujours le mot « *bourgeoisie* ». Il souligne que nombre d'éléments nouveaux sont des salariés mais qu'il faut les rattacher à la petite bourgeoisie parce qu'ils font un travail intellectuel (« *cols blancs* », diront d'autres) et parce que leur conception du monde, de la société, de leur propre rôle, les range du côté de leurs employeurs.

Au sommet enfin, Kater situe l'« *élite* », la grande bourgeoisie dont il décrit soigneusement les modifications historiques au tournant du siècle, au moment de sa fusion avec l'aristocratie en déclin. Cette grande bourgeoisie, qui est aussi une « *oligarchie* » et, plus simplement, « *les classes possédantes* », ne devient pas « *moyenne* » du moment qu'on l'appelle, selon le vocabulaire scientifique britannique la « *middle class* » (classe moyenne), même « *upper* » (supérieure) ! M. Kater y distingue trois sous-groupes : les « *managers* », gérants de l'industrie et du monde des affaires, les hauts fonctionnaires, les spécialistes diplômés, les étudiants des grandes écoles et universités, les entrepreneurs indépendants.

La pyramide se rétrécit singulièrement en approchant du sommet. Il évalue, dans l'Allemagne des années trente, la « *basse classe* » à 14 700 000 personnes « *socialement classifiables* », soit 54,5 %, la petite bourgeoisie à 11 500 000, 42,6 % et l'élite à 700 000 soit 2,7 %<sup>3</sup>. Ce sont ces différents groupes dont il entend étudier la représentation dans le parti national-socialiste, à la base, puis au niveau des cadres.

### **La base du parti nazi de 1919 à 1939**

M. Kater effectue une périodisation avec une première période qui se termine en 1923 avec l'échec du putsch hitlérien de Munich, une seconde, de résurrection pacifique, commençant avec l'année 1930, le lendemain de l'explosion de la crise, la prise du pouvoir marquant la césure avant les deux dernières périodes que nous nous n'examinons pas.

Pour la première période, il note, en regard de l'affirmation des premiers membres de ce parti du caractère ouvrier de ce dernier, la très évidente sous-représentation des ouvriers, très peu nombreux et parmi lesquels les statistiques ne permettent pas de distinguer ce qui est d'« *industrie* » et ce qui est « *agricole* ». Il y a, assure-t-il, un type « *idéologique* » d'ouvrier adhérent au parti nazi : nationalistes et antisémites, antimarxistes, recherchant une « *ascension sociale* » et ne ressentant aucune solidarité de classe<sup>4</sup>. En revanche, la petite bourgeoisie est fortement sur-représentée, surtout par des commerçants et patrons artisans, des fermiers à partir de 1923. Il relève les deux facteurs essentiels, selon lui, du succès du NSDAP dans ce milieu : la peur de la « *prolétarianisation* » et, selon son excellente impression, l'«

---

<sup>3</sup>Ibidem, p. 12.

<sup>4</sup>Ibidem, p. 23.

*antisémitisme prêt à porter* »<sup>5</sup>. L'élite enfin est sur-représentée de façon très importante dans le NSDAP initial avec les couches supérieures d'origine bourgeoise et aristocratique, et surtout chez les étudiants. On note une réticence à l'adhésion chez les hauts fonctionnaires.

Pour la période de 1924 à 1930, il faut d'abord souligner la croissante importance du clivage désormais établi entre les membres « *fondateurs* » —adhérents de la période antérieure — et les nouveaux. De gros efforts ont été faits en direction du recrutement des ouvriers : ils se sont montrés si vains qu'en 1928 le parti renonce pratiquement à chercher à recruter spécialement dans cette classe. Il n'y a que très peu d'ouvriers d'industrie mais plus d'ouvriers ruraux ou d'extraction rurale récente. On note un gros effort et un certain succès dans le recrutement de chômeurs, mais rien n'indique qu'il s'agit d'ouvriers en chômage. La petite bourgeoisie est l'un des axes de l'agitation des nazis (thème des juifs, des grands magasins, de la politique de crédit des banques, de la monnaie, des impôts, des salaires des fonctionnaires, etc.) : le parti recrute parmi les oubliés de la *prosperité* (artisans, boutiquiers) avant la crise, chez les petits fonctionnaires et employés, les chômeurs qui en sont issus à partir de 1930. En ce qui concerne « *l'élite* », on note toujours la surreprésentation des étudiants d'université, un important recrutement parmi les entrepreneurs, un important financement venant de ces derniers plus que des magnats et le début d'un recrutement chez les hauts fonctionnaires. Dans cette période de reconstruction, le parti nazi s'implante plus encore dans la petite bourgeoisie et semble repoussé par la classe ouvrière.

La période 1930-1933 est celle de la montée du nazisme au pouvoir dans l'ambiance de la crise économique et sociale, mais aussi de la guerre civile « *protégée* » que ce parti, à l'abri de la police et de l'armée, déchaîne contre les organisations ouvrières. Passant de cent mille à un million de membres, le parti change aussi sa composition. Il y a un plus fort pourcentage d'ouvriers parmi les nouvelles recrues (il est égal à celui des nouveaux chômeurs), beaucoup moins élevé dans les régions rurales et les petites villes. Le recrutement se fait plus au détriment du parti communiste — et particulièrement de ses groupes de combat —qu'à celui du parti social-démocrate et il y a des passages au nazisme de travailleurs communistes. Dans l'ensemble, malgré des efforts renouvelés, M. Kater estime que le NSDAP ne mord pas vraiment sur les ouvriers qui resteront fidèles aux partis social-démocrate et communiste jusqu'à leur interdiction<sup>6</sup>. La petite bourgeoisie continue à affluer, conquise sur les thèmes d'anticommunisme et d'antisémitisme. Le parti nazi réussit à percer dans la paysannerie et les cols blancs. En revanche, sa démagogie contre les « *fonctionnaires* » l'isole, dans leur milieu, et ils regimbent contre menaces et pressions. Surtout, le parti nazi progresse énormément du point de vue de sa crédibilité, comme parti de gouvernement, dans la grande bourgeoisie. La grande industrie, sans cesser de financer partis de droite et du centre, commence à verser d'importantes subsides; on constate le soutien grandissant des petites et moyennes entreprises, des fermiers capitalistes, le rapprochement avec les Eglises facilitant cette évolution. Parallèlement, on assiste à l'adhésion d'intellectuels et de spécialistes, la conquête de la majorité chez les étudiants, les progrès des nazis au sein des différentes associations professionnelles. M. Kater note fort justement que, né avec la volonté d'être un parti « *ouvrier* », devenu parti de masse par l'afflux de la petite bourgeoisie, le parti arrive finalement au pouvoir, appelé par les représentants autorisés de « *l'élite* », ces classes dirigeantes qu'incarne le président Hindenburg.

De 1933 à 1939 enfin, le parti change de caractère dans sa composition sociale. Prêt autrefois à attraper n'importe quoi, il n'a plus besoin désormais de soutien populaire, car les organes de la dictature sont suffisamment solides. Les ouvriers demeurent sous-représentés tandis que la petite bourgeoisie continue à affluer, surtout chez les cols blancs, nettement sur-représentés et privilégiés dans l'organisation politico-sociale nouvelle. L'élite a tendance à être lourdement sur-représentée avec des variations significatives comme la baisse du nombre d'étudiants, l'augmentation de celui des

---

<sup>5</sup>Ibidem, p. 26.

<sup>6</sup>Ibidem, p. 54.

entrepreneurs et managers ainsi que des professionnels spécialisés, tandis que les hauts-fonctionnaires et notamment les professeurs d'université refluent devant l'arbitraire et la violence.

En ce qui concerne la composition par âge du parti, M. Kater fait d'importantes remarques : le parti, à ses débuts, prétend gagner la jeunesse de toutes les classes, mais la moyenne d'âge en 1921 est de 33 ans ! Elle baisse jusqu'en 1923 où elle est à 23 ans, remonte ensuite, avec 29 ans de moyenne à plus de 30 à partir de 1930. Sur la période 1925-1932, la moyenne est de 31 ans<sup>7</sup>. Les jeunes ont effectivement afflué avant 1933, ils se détournent aussitôt. Les femmes, elles, ne jouent jamais de rôle et constituent une fraction réduite, avec un maximum de 7,8 % en 1932<sup>8</sup> et l'attitude du parti à leur égard explique cette réserve. M. Kater estime qu'il y a un incontestable impact de la crise qui pousse les mécontents vers le parti nazi. Le lien, pourtant, n'est pas automatique ; on voit affluer les jeunes « *cols-blancs* », les moins touchés, et le nombre d'adhésions diminuer dans les villes ravagées. A cela il faut ajouter un facteur considérable de variation, le rôle des facteurs politiques, notamment des difficultés entre l'ancienne élite dirigeante et le parti à partir de 1934 où se dessinent les affrontements entre les nazis bon teint et les anciennes couches dirigeantes qui continuent à diriger l'armée, l'industrie, l'enseignement supérieur...

### **Composition sociale des cadres**

Malgré son souci de considérer les nazis comme « *des révolutionnaires* », ce qui l'oblige à reconnaître tout de même qu'ils ont échoué dans leurs objectifs de « *révolution* », alors même qu'ils s'étaient emparés du pouvoir. Michael Kater apporte ici sans doute encore plus d'éléments d'information utiles. D'abord, il souligne qu'il n'est pas question de remettre en cause la vieille thèse classique : la majorité des cadres du parti sortent bel et bien de la petite bourgeoisie, portent l'empreinte de ses valeurs, expriment sa mentalité. Il fait à ce schéma général un certain nombre de réserves : l'importance de l'élite croît avec l'ascension dans la hiérarchie, alors qu'elle est déjà plus importante dans les cadres que le parti et elle joue le rôle décisif dans les périodes de crise. Il montre très bien le conflit entre les éléments de différenciation interne, la place des vieux-combattants avec un numéro de carte très petit, la mentalité petite-bourgeoise perturbant l'homogénéisation au sommet, et les éléments de l'unification, les mythes des sacrifices consentis et des souffrances subies et surtout l'élargissement de l'interprétation du pouvoir jusqu'à l'arbitraire et le droit de disposer personnellement, qui devient presque absolu après 1934.

En revanche, les cadres nazis ne sont pas une nouvelles « *élite* », une couche dirigeante nouvelle formée d'éléments marginaux se substituant aux anciens : la « *révolution* » nazie n'a pas chassé les classes dirigeantes et le nouveau régime introduit des éléments d'accommodation, de fusion, d'absorption, de compénétration mutuelle. Contrairement à une légende bien ancrée, les cadres nazis n'étaient pas issus de « *marginaux plébéiens* », ne sont pas en contradiction avec la structure de la société. M. Kater s'élève avec force et de solides arguments contre certains aspects de la légende nazie : les dirigeants ne sont pas des victimes de la crise sociale, ni des « *marginaux* » ayant à prendre une revanche. La réalité des cadres nazis, c'est le recrutement petit-bourgeois dominant, avec un rapport d'éléments déclassés des classes dirigeantes, des attitudes idéologico-politique, caractéristiques de cette couche ; haine de l'intelligence, attachement au prétendu néo-darwinisme, une philosophie de l'inégalité, de l'antisémitisme et de la xénophobie, un système de valeurs anti-émancipation, antimoderne, une ambiance propice au développement des « *personnalités autoritaires* » qui voit se multiplier les petits chefs, l'arbitraire, la corruption et le vol ; le butin, au terme de la mission, était la juste récompense de ces cadres caractérisés dans leur vie quotidienne par leur goût pour la chasse sexuelle, l'alcool et les grosses voitures.

---

<sup>7</sup>Ibidem, p. 140.

<sup>8</sup>Ibidem, p. 151.

Ainsi cette thèse, présentée dans sa publicité comme affirmant que les nazis étaient des « *niveleurs révolutionnaires* », se termine-t-elle par la confirmation très bien étayée de la classique thèse « *d'inspiration marxiste* » sur le rôle de la bourgeoisie, grande et petite, et l'utilisation de la seconde par la première pour la destruction du mouvement ouvrier ! Malheureusement, M. Kater persiste à croire que les nazis avaient un « *projet révolutionnaire* ». Obligé de conclure que les nazis n'ont « *nullement fait disparaître les vieilles divergences de classes et forgé une communauté du peuple* »<sup>9</sup>, il se croit néanmoins obligé d'assurer que ses découvertes ruinent définitivement toutes les analyses « *marxistes* » du phénomène nazi. Notre unique question à Michael Kater serait de savoir s'il croit ce qu'il écrit là ou s'il ne l'écrit au début et à la fin de son livre qu'avec l'unique objectif d'être publié ?

### **Richard Hamilton sur l'électorat nazi**

Richard F. Hamilton pose au sujet de l'électorat des nazis la question décisive en termes de pourcentage. Le NSDAP est passé en deux ans de 26 à 18,3 % des voix, de 1928 à 1930, pour atteindre 37,3 % en juillet 1932. Ces chiffres selon lui, commandent deux questions. D'abord le chercheur doit cesser à ce sujet de dire « *les Allemands* », pour se demander « *quels Allemands* ». Il doit ensuite se demander « *pourquoi ?* »<sup>10</sup>. On ne peut qu'être d'accord.

Hamilton relève pour commencer les conclusions des auteurs qui l'ont précédé dans cette étude. Il souligne que le vote nazi varie en fonction inverse de la dimension de la communauté concernée : la moitié des voix des nazis proviennent des circonscriptions de moins de 25 000 électeurs et le NSDAP a obtenu dans le même temps 41 % des voix dans les petites villes contre moins de 32 dans les grandes<sup>11</sup>. Il souligne ensuite que les auteurs de travaux électoraux ont tous noté que le vote nazi était dans une forte proportion un vote protestant, en particulier chez les ruraux. Il relève également que contrairement à une idée répandue, les jeunes ne votent pas nazi et que les communautés de gens âgés donnent au NSDAP un très fort vote. Enfin, il souligne que ce qu'il appelle la petite bourgeoisie n'a pas voté pour les nazis, au plus trois électeurs sur dix de cette catégorie sociale ont voté NSDAP.

Les conclusions de Hamilton sur ses propres recherches sont évidemment plus affinées que le résumé qu'il donne des travaux des autres. Le parti nazi fait un bond en avant après 1928 où il s'est résolument tourné vers les campagnes<sup>12</sup>. Il pénètre dans le milieu protestant rural avec un plan agraire « *classique* » dénonçant les impôts, la concurrence, les prix, la cherté du crédit et avec des accents antisémites et anti—libéralisme. Les notables se divisent et il pénètre profondément à parti d'éléments jeunes pour qui il constitue l'ouverture sur le monde, du fait notamment qu'il recrute sans concurrence pour les SA. En revanche, sa pénétration est très fortement gênée en milieu catholique, plus homogène et surtout dont les notables sont liés au parti catholique du Zentrum, ce qui permet sur le plan électoral une meilleure résistance que dans le milieu protestant politiquement divisé. Dans ce qu'il appelle les « *villes moyennes* », caractérisé par la présence d'ouvriers d'industrie, il n'obtient jamais le plus fort pourcentage de voix. Hamilton constate qu'il n'y a pas un lien mécanique entre « *la crise* » et le vote nazi. Pour lui, en effet, les électeurs nazis ne sont pas mus par des « *faits objectifs* », mais par la peur du communisme et la paupérisation, la crise n'ayant donc qu'un impact « *psychologique* ». Par rapport à la crise, les nazis, qui sont souvent dans ce milieu des notables, apparaissent aussi comme des gens qui sauront être efficaces et c'est ce qui explique leur succès<sup>13</sup>.

Richard Hamilton souligne fortement l'existence, dans les grandes villes, d'une couche assez importante d'ouvriers qui votent nazi. Il admet que ce n'est pas un phénomène nouveau, que ces gens, qui votaient

---

<sup>9</sup>Ibidem, p. 239.

<sup>10</sup>Hamilton, op. cit., p. 4.

<sup>11</sup>Ibidem, p. 37.

<sup>12</sup>Ibidem, p. 420.

<sup>13</sup>Ibidem, pp. 421-423.

autrefois pour la droite, sont ce qu'il appelle des « *ouvriers conservateurs* » qu'il définit non d'après les résultats électoraux mais d'après leur histoire et leur mentalité : origine rurale, tradition impériale, nationalisme / autorité / hiérarchie, attachement à la *Kameradschaft* de la guerre, croyance que l'Allemagne a été poignardée dans le dos. Pour ces ouvriers conservateurs, le NSDAP semble une option meilleure que les partis conservateurs pour lesquels ils votaient jusque-là. Hamilton constate ainsi que les nazis n'ont pas mordu sur l'électorat social-démocrate et communisme en milieu ouvrier. Ses connaissances sur les chiffres et les courbes lui permettent d'affirmer que les partis de droite perdent les électeurs au profit du NSDAP, tandis que les partis ouvriers se maintiennent.

### **L'interprétation des résultats de Hamilton**

Richard Hamilton commence par passer en revue les diverses interprétations des progrès électoraux du nazisme telles qu'il les comprend. Il s'en prend d'abord à celle qu'il appelle curieusement la théorie du « *centrisme* »<sup>14</sup> : selon cette thèse, c'est la petite-bourgeoisie qui a fait le succès du nazisme car elle craignait pour sa propre position sociale et cette crainte a été aggravée par des facteurs supplémentaires, la chute de la monarchie, les coups portés à la tradition, le déracinement, le rôle des Juifs. Selon Richard Hamilton, cette théorie est contredite par l'absence d'une véritable paupérisation qui contredit l'existence d'une base sérieuse à la crainte de la prolétarisation. Le sentiment de peur a existé ? Il admet que cet argument « *psychologique* » est plus sérieux, mais constate qu'il n'a pu être fait aucune enquête sur l'anxiété et qu'il est désormais trop tard, ce qui empêche de le prendre en compte de façon sérieuse (sic). Il croit pour sa part que la petite-bourgeoisie a émis un vote très divisé et que c'est dans les circonscriptions de grande bourgeoisie que les nazis ont obtenu les meilleurs résultats. Enfin, ses prédécesseurs, au lieu de s'intéresser aux « *communautés* », réalités vivantes, ont cherché à déterminer le vote de « *classe* » dont les contours étaient et sont toujours mal définis.

Hamilton passe ensuite en revue ce qu'il appelle « *la théorie marxiste* »<sup>15</sup> qu'il croit pouvoir résumer en ce qu'elle consiste pour l'essentiel dans la reprise de la théorie centriste avec comme additif la théorie qui fait du parti nazi un « *agent* » de la bourgeoisie laquelle finance, dirige en sous-main et contrôle donc l'ensemble d'une opération qu'elle a délibérément voulue. Richard Hamilton, prenant appui sur les travaux de Turner — que nous verrons plus loin —, conteste que la bourgeoisie ait appuyé et a fortiori dirigé le parti nazi, assure qu'elle est toute entière ralliée autour de celui qui est le symbole de l'ordre, le maréchal et président du Reich Hindenburg. La « *thèse marxiste* » se fonde, selon lui, sur le rôle joué dans les milieux d'affaires par l'ancien président de la Reichsbank et futur ministre des finances du IIIème Reich, Hjalmar Schacht, dont Hamilton conteste qu'il ait pu jouer le rôle qu'on lui attribue, car il n'était plus, toujours selon lui, depuis son départ de la Reichsbank, qu'un « *aventurier* ». Enfin, le fait que le régime national-socialiste ait apporté des limitations aux droits patronaux et taxé lourdement les profits lui paraît un argument supplémentaire contre la « *thèse marxiste* », pour laquelle il n'a cité aucun auteur qui puisse être ainsi qualifié.

La troisième théorie dégagée par Hamilton est celle qu'il appelle la théorie de la « *société de masse* »<sup>16</sup> : elle souligne les facteurs socio-psychologiques comme le déracinement, la concurrence, l'urbanisation, l'isolement des individus, le développement des anxiétés consécutives poussant des millions d'hommes vers les solutions à court terme. Hamilton voit dans ces derniers deux types différents : la variante de droite, avec des démagogues suscités par les classes dirigeantes et dirigés par elles, et la variante de gauche, avec des démagogues nés dans les masses et les manipulant à leurs propres fins. Cette théorie est selon lui dénuée de sens car M. Hamilton pense que le soutien est venu aux nazis d'Allemands qui appartenaient à des couches sociales supérieures à celles qui ont subi les facteurs précités. Il pense qu'il est totalement faux d'affirmer que la presse aurait véhiculé ces anxiétés, diffusé ce désespoir et conduit

---

<sup>14</sup>Ibidem, pp. 424-428.

<sup>15</sup> Ibidem, pp. 428-433.

<sup>16</sup> Ibidem, pp. 433-437.

ses lecteurs de cette façon vers le national-socialisme. S'il y a eu anxiété, elle avait, assure-t-il, des racines politiques plongeant dans les circonstances historiques, la défaite de 1918, l'humiliation nationale et la menace du « *soulèvement rouge* » dont la presse faisait état.

Richard Hamilton propose donc sa propre explication, sur la base d'une théorie générale selon laquelle, de façon générale, les choix de partis par les électeurs résultent d'influences personnelles, celle de la famille, de la tradition d'éducation, donc d'un ensemble qui fonctionne normalement de façon très conservatrice. Il existe bien des facteurs de changement, le déplacement géographique des individus, les événements généraux opérant des catastrophes (guerres, occupation, crises graves, etc.), mais on constate face à ces derniers de remarquables disparités dans les réactions : au moment où le NSDAP l'emporte en Allemagne, la Norvège voisine ne donne-t-elle pas 40 % des voix à son parti travailliste, le DNA, et 2 % seulement au nazi Quisling ?<sup>17</sup>. Renonçant à expliquer le particulier — la progression électorale des nazis — par le général — le développement historique —, Richard Hamilton est donc amené à chercher l'explication du succès nazi dans le parti nazi lui-même. Il y a, bien entendu, des raisons négatives, l'absence d'attrait des autres partis — considérée comme une donnée —, mais la plus forte des raisons positives de ce succès, selon lui, est que le national-socialisme a une « *armée de militants* », de gens qui sont ce qu'il définit comme des « *dirigeants d'opinion* », fournissant un lot décisif et nouveau d'influences sociales, qui constituent, selon son expression, une source nouvelle de pressions sociales informelles. Il suggère donc de concentrer la recherche, les enquêtes, non plus sur les transformations de structure de classe, mais sur le problème « *organisationnel* » de la qualité de ce qu'il appelle cette armée unique et ses sources historiques. Il est convaincu que les travaux engagés dans cette voie démontreront qu'il existe aucun lien nécessaire entre les structures et les réponses politiques et que le facteur décisif qui sera ainsi mis en relief pour expliquer le succès électoral du nazisme sera l'influence personnelle...<sup>18</sup>

Reste évidemment la question d'expliquer précisément la genèse de cette « *armée unique* », de cette « *armée de militants* », de ces « *dirigeants d'opinion* ». Curieusement la réponse ici redevient historique. Ces hommes ont bénéficié d'une expérience historique unique, l'entraînement et la formation dans l'Armée, pendant la guerre, puis dans les Corps-Francis, dans les rangs du parti nazi et des S.A., ce qui, soit dit en passant, pour lui, est l'occasion de souligner que le « *facteur militaire* » doit être traité comme un « *facteur indépendant* ». En outre, pour ces dizaines de milliers d'hommes, il faut souligner le grand impact « *structurel* » du traité de Versailles, car le Diktat a changé leur « *place structurelle* », d'où leur ressentiment à l'égard de ceux qui en sont, à leurs yeux, les responsables. Ces dizaines de milliers d'hommes vont avoir à reconstruire leur vie, une vie qu'ils ne peuvent concevoir autrement que comme une carrière militaire, dans un pays démilitarisé. L'explication est bien plus satisfaisante selon Hamilton : la « *technicité* » des nazis, incontestables à ses yeux, ne serait guère explicable par le rôle de la petite bourgeoisie alors qu'elle l'est par celui des militaires. Ainsi, réaffirmant le caractère lâche des liens entre structure sociale et réponse politique, conclut-il que les intérêts ne sont pas des entités objectives, mais ne comptent que par la façon dont ils étaient définis, ce qui donne au parti nazi le mérite de sa propre victoire.

### **Henry A. Turner contre les légendes**

Le livre d'Henry A. Turner est probablement celui qui a bénéficié, aux Etats-Unis au moins, de la publicité la plus tapageuse. Il s'est en effet attaché à démontrer que, contrairement à une opinion généralement acceptée jusque-là, le Grand Capital n'a pas aidé à l'ascension du parti national-socialiste. Sans chercher à le contredire d'emblée, notons que son étude, menée dans les archives des grandes sociétés capitalistes allemandes, laisse peser un grave doute méthodologique : les documents irréfutables,

---

<sup>17</sup> Ibidem, p. 440.

<sup>18</sup> Ibidem, pp. 442-443.

décisifs, qui ne s'y trouvent pas n'ont—ils pu être détruits avant que Turner y accède ? L'idée n'a pas semblé avoir ébranlé ce chercheur, pour qui ce dont il ne trouve pas de trace ne peut pas avoir existé.

Turner part d'une affirmation générale, celle de la relative indifférence —tradition qui se manifeste par exemple avec Bismarck — de la bourgeoisie allemande à la question des affaires publiques. Après la révolution de 1918 et les lourdes concessions qu'ils ont été contraints de faire à des ouvriers « *qui poursuivent de façon unilatérale, égoïste et même impitoyable leur intérêt à des salaires élevés et un travail plus facile* », ses dirigeants sont convaincus que leur activité à eux est d'intérêt général et entrent en politique avec un bagage léger, la croyance en la propriété et l'entreprise privée, leur « *libéralisme* », et leur nationalisme « *anti-Diktat de Versailles* ». Aucun n'entrera vraiment en politique et elle demeure, même pour les plus connus, une occupation annexe. Ils vont essayer de faire élire des hommes à eux, ou de gagner des, parlementaires pour cela : M. Turner ne connaît pas leurs comptes, mais ne doute pas de l'existence de ces pratiques qui ont eu, assure-t-il, des résultats décevants, tant dans le domaine de la « *pression* » que dans celui de la presse.

La grande croisade d'Henry A. Turner est dirigée contre la croyance selon laquelle le Grand Capital aurait financé les nazis. De façon générale, il souligne qu'il n'en existe que de très maigres indices dans les archives qu'il a dépouillées et qu'il n'est pas possible que les traces d'une telle aide aient pu être toutes effacées. Mais il suit à la trace les quelques éléments qu'il a découverts ou qui ont été signalés par d'autres afin de les évaluer à leur poids véritable.

Dans la première période, on connaît les mécènes de Hitler, le fabricant de pianos Blechstein, l'éditeur Bruckmann. Un seul contributeur important possible, Borsig, le magnat des constructions ferroviaires qui a amené aussi Siemens, des constructions électriques, pour parler argent avec les nazis. On ne connaît pas de chiffre. L'affaire a pourtant existé. Turner conclut qu'elle a eu « *peu de succès* ». A partir de 1923, on note des « *rumeurs* » concernant un financement du parti par Stinnes, mais on n'a aucun indice. Thyssen, en revanche, dit qu'il a financé Hitler et ses mémoires mentionnent « *100 000 marks-or* ». Il n'y a pas de documents d'archives ; Turner- juge tout cela « *douteux* »<sup>19</sup>. Hitler est reçu en 1922 au National Klub de Berlin où il vient demander un financement : résultats inconnus.

Pour la période de reconstruction, les indices sont nombreux. Hitler multiplie les avances. Turner pense qu'il a eu un certain succès auprès des « *petites entreprises* ». Toujours pas de chiffres. En avril 1927, le magnat du charbon Emil Kirdorf adhère au NSDAP. A-t-il contribué ? Il n'y a aucun document et pourtant Turner pense qu'il l'a vraisemblablement fait, ajoutant que ce ne fut « *sans doute pas énorme* », mais évidemment sans le moindre document à l'appui<sup>20</sup>.

Après la percée des nazis dans les élections de 1930, le paysage change tout de même. Les nazis ont maintenant leurs hommes dans les milieux du Grand Capital : le banquier Georg von Stauss, Hjalmar Schacht, qui a été président de la Reichsbank de 1923 à 1930, « *homme public* » du Grand Capital allemand, des hommes introduits par Thyssen, des officieux bien introduits comme le journaliste économique Walter Funk, von Loewenstein, représentant les patrons des mines et bien d'autres. Turner, de façon plutôt curieuse, admet que les milieux d'affaires ont versé des subventions à des individus appartenant au parti nazi comme Göring ou Funk, mais soutient qu'ils n'ont pas subventionné le parti nazi lui-même<sup>21</sup> sans même envisager sérieusement que des individus membres du parti aient pu servir d'intermédiaires pour ce financement ! Il polémique ensuite contre la « *légende* » : Hitler a fait en septembre 1931 la tournée des magnats de la Ruhr, mais dans les archives on ne trouve que trois lettres...de refus<sup>22</sup>. La réunion de Bad Harzburg en octobre 1931 n'a rassemblé que de petits industriels.

---

<sup>19</sup> Turner, op. cit., p. 54.

<sup>20</sup> Ibidem, p. 91.

<sup>21</sup> Ibidem, p. 151.

<sup>22</sup> Ibidem, pp. 149 sq.



Il explique qu'à l'automne 1932 les choses deviennent difficiles car le parti nazi combat le gouvernement von Papen, proche du cœur du patronat. L'I.G. Farben cesse de payer les mensualités — qu'elle payait donc — à Funk. La rencontre du 4 janvier 1933 avec von Papen chez le banquier Schröder, personnage mineur, assure-t-il, n'a pas le sens d'un accord avec le Grand Capital qu'on lui a attribuée. Schacht se dépense mais, depuis sa démission de la Reichsbank, il n'est qu'un « *aventurier* ». Evidemment, les choses changent quand Hitler est devenu Chancelier du Reich. Le 20 février, chez Göring, les hommes d'affaires écoutent un long exposé de Göring sur l'inégalité naturelle et la lutte contre le communisme. Schacht traduit : « *Messieurs, à vos poches !* » Ce qu'ils font, massivement — Turner ne le nie pas, bien que ses documents soient toujours aussi discrets<sup>23</sup>.

Turner balaie donc tout ce qu'il considère comme des légendes. Ce ne sont pas les magnats qui ont provoqué la chute de la République, mais les ouvriers qui n'ont pas voulu qu'on porte atteinte à leurs droits acquis alors que c'était nécessaire du fait de la crise. Les magnats n'ont joué aucun rôle dans la montée de Hitler qu'ils ont « *relativement peu soutenu* », ont un peu flirté avec lui entre 1930 et 1932 pour s'en détourner ensuite. Turner ne peut nier qu'ils aient donné de l'argent, mais il ne peut rien chiffrer, demeure convaincu qu'ils ont donné beaucoup plus aux autres partis, versé « *des contributions plus importantes à des individus* » et que ces versements n'étaient pas forcément un appui, mais pour certains une assurance, pour d'autres une tentative d'influencer. Il dénonce sur un ton assez vif et avec beaucoup d'arrogance la répétition des « *affirmations répétées sans preuve* » sur les liens entre nazis et Grand Capital, l'ignorance des historiens en question sur la réalité du monde des affaires et le rôle considérable de leurs « *préjugés* » dans leurs erreurs. Il assure que le nazisme est incompatible avec l'économie « *libérale* ». Et il assène finalement son argument majeur : le NSDAP n'avait aucun besoin d'être financé par le Grand Capital. Il avait suffisamment de ressources et les patrons d'autres chats à fouetter.

### **Le parti nazi et l'auto-suffisance**

Et c'est ainsi qu'on en arrive à la partie la plus surprenante de ce surprenant ouvrage. Comment en effet le NSDAP a-t-il pu financer l'ensemble de ses activités, ses Sections d'Assaut dont les membres étaient habillés, nourris, souvent logés, son propre fonctionnement, les salaires de ses membres permanents, les frais de sa propagande énorme, des déplacements, des meetings, des réunions, des tracts, etc. ? La réponse de Henry Ashby Turner est très simple : « *Exactement comme ils le disaient, ils finançaient les SA par leurs propres ressources, sur les cotisations du parti* »<sup>24</sup>. Il ajoute un certain nombre d'éléments supplémentaires, les innombrables « *donations* » de petites sommes de militants ou sympathisants dévoués, des initiatives commerciales, comme, par exemple, la fabrique des cigarettes « *Stürm* », la politique des grands rassemblements dans lesquels ils lèvent des sommes importantes (« *En 1930, les nazis avaient porté à la perfection l'art de séparer les gens de leur argent* »<sup>25</sup>). A titre d'exemple, il mentionne trois grands meetings nazis à Berlin en 1930 parvenant à lever 38 000 marks pour une assistance de 30 000 personnes, à qui l'on a fait payer un droit d'entrée minimal de un mark (à cette époque, un salaire important est de 250 marks par mois, une bonne paire de chaussures coûte 25 marks). Il mentionne également l'existence d'un « *système organisé de carnets avec feuilles de cotisation* » de un mark par mois, et assure à ce propos que le parti « *obtient plus* ». Malheureusement son information est unilatérale, puisqu'il n'indique pas le montant des frais de propagande pour les meetings, les frais de transport des autocars loués pour le transport, de location des salles, etc, etc.

La réponse de Turner à la question qu'il a lui-même posée de la façon dont le parti finançait sa propre activité ne tient pas dans les chiffres qui pourraient seul être convaincants, mais dans une série de formules, d'appréciations et de qualifications :

---

<sup>23</sup> Ibidem, p. 331 sq.

<sup>24</sup> Ibidem, p. 116.

<sup>25</sup> Ibidem, p. 118.

« Remarquable innovation politique, une organisation combinant une direction charismatique avec une administration bureaucratique méticuleuse, un parti de mobilisation qui appliquait organisation socialiste et technique à des partisans plus nombreux que ceux du SPD »<sup>26</sup>.

Ainsi Henry Ashby Turner rejoint-il Hamilton pour dire que la clé de la victoire du parti nazi, hors de tout contexte historique et de toute force sociale, c'est tout simplement le parti nazi lui-même. Appréciation délirante en elle-même : aucun thuriféraire n'a osé raconter la même version de la victoire en Russie du parti bolchevique !

### **Des thèses peu solides**

Nous traiterons en même temps de Hamilton et de Turner qui ont en commun de travailler sur des chiffres et qui partagent aussi les « préjugés » qu'ils sont prompts à reprocher à tous les autres.

Relevons pour commencer que les chiffres sur lesquels ils appuient leurs démonstrations sont plus que fragiles quand ils existent. Hamilton les emploie en regard de définitions sociales extrêmement vagues, comme Kater, avec sa « *middle class* » « *inférieure* » ou « *aisée* ». Sa foi dans les chiffres demeure cependant inébranlée puisqu'il se prend à regretter l'impossibilité d'une « *enquête* » sur l'angoisse, dont la réalité ne saurait être niée. La fidélité qu'il manifeste aux « *communautés* » contre les « *classes* » qu'il manie si mal, n'empêche pas qu'il répartisse les circonscriptions en vertu de préjugés dont il n'est pas dépourvu non plus et non en vertu d'une analyse scientifique rigoureuse, ce qui fait peser un doute sur l'ensemble de sa démonstration. Turner est encore plus faible sur le terrain de l'auto-suffisance. Un homme qui veut démontrer qu'un parti se suffit à lui-même devrait au moins esquisser une évaluation de ses dépenses, ce qu'il n'essaie même pas. Il reconnaît lui-même n'avoir ni chiffres, ni documents d'archives pour les cas incontestables de financement du parti nazi par le Grand Capital, mais cela ne l'empêche pas de contester des chiffres quand ils sont avancés ou de nier l'existence d'un financement quand il ne trouve aucun chiffre dans les papiers de trésorerie des grandes sociétés et du parti nazi. Ses affirmations péremptoires, par exemple sur l'apport des militants, et le rapport qu'il établit par rapport aux contributions levées par les partis ouvriers, font sourire : visiblement, il ne sait rien de la façon dont le SPD ou le KPD fonctionnaient et étaient financés. Brandler a écrit que le KPD — qui pratiquait mieux que personne l'art d'extorquer des contributions et de développer les affaires dont le trust Münzenberg est un exemple — n'aurait pu payer par ses propres moyens que deux permanents et que l'aide du Comintern lui permit d'en salarier cinquante. Combien de permanents au parti nazi, M. Turner, ce qui serait tout de même une donnée élémentaire, avant toute affirmation ? Beaucoup plus, c'est indiscutable, même si l'on admet que les SA n'étaient que de malheureux gamins au pair... Nous avons enfin noté au passage l'ahurissant parti-pris qui lui fait affirmer que certaines grandes sociétés subventionnaient des « *individus* » du parti nazi comme Gd-ring et Walther Funk, mais pas le parti lui-même ! Il est même proprement invraisemblable que M. Turner n'ait pas eu l'honnêteté et le sérieux d'envisager au moins que les hommes aussi connus aient pu être simplement des collecteurs et de débattre sérieusement ce point. On reste un peu confondu.

Il en va de même avec les « *partis pris* » que ces deux auteurs dénoncent avec tant de véhémence chez les autres auteurs, mais dont ils sont, quant à eux, bien loin d'être dépourvus. La philosophie de Richard F. Hamilton, l'accent qu'il met sur les relations personnelles et leur addition pour expliquer les phénomènes collectifs, porte l'empreinte des aspects les plus stériles de la « *nouvelle Histoire* » telle qu'elle a été traduite aux Etats-Unis et au Canada dans les départements d'histoire des universités. Nous avons déjà indiqué, cette fois à propos du P.C. américain, qu'on se refuse à étudier les appareils pour s'intéresser à la façon dont ils sont vécus à l'échelle individuelle en fonction d'une culture ou d'une sub-culture. On n'étudie pas les « *programmes* », mais la façon dont « *les communautés* », qu'elles soient

---

<sup>26</sup> Ibidem, p. 123.

raciales ou religieuses, ressentent tel ou tel mot d'ordre, telle ou telle analyse, et les « *traduisent* » à l'usage de leurs membres. Pour ces nouveaux historiens, historiens d'un genre vraiment très nouveau, l'histoire n'est plus qu'une série d'accidents et ils s'octroient à eux-mêmes le privilège de décréter souverainement quels facteurs historiques peuvent être intégrés aux explications et quels autres sont proscrits.

Henry A. Turner est peut-être plus adroit que R.F. Hamilton et il évite les déclarations trop générales révélatrices de l'absurdité du parti pris. Mais il est aussi plus manipulateur. Sur les faits incontestables, il émet systématiquement des doutes sans les justifier et, suivant une méthode, hélas courante dans les médias aujourd'hui, discrédite par le style sans apporter de début de preuve : ainsi, à propos du magnat Borsig, tire-t-il bruyamment argument de sa démission en 1929 du parti nazi — qui ne diminue pas ses contributions antérieures — et reste muet sur le fait que ce démissionnaire n'est pas si éloigné puisqu'il réunit en 1930 d'autres magnats de l'industrie pour organiser un financement pour les nazis. Surtout, il se garde de répondre à des questions qui se posent tout naturellement à la lecture de son propre travail. Par exemple, si, comme il l'assure, le NSDAP se suffit à lui-même et s'il n'a nul besoin de l'argent du Grand Capital, pourquoi tant d'efforts pour les solliciter, tant de relations avec des hommes à certains égards compromettants pour la politique qu'il affiche ? Pourquoi Hitler a-t-il commis la sottise de se réunir pour rien chez « *l'inexistant* » Schroeder avec « *l'aventurier* » Schacht ? Turner ne fait même pas mine de tenter d'expliquer cette contradiction patente !

Il se pose enfin, toujours pour Henry A. Turner, un problème de sources. Par exemple, il tire argument de la présence dans les archives qu'il a dépouillées pour 1931 de la présence de trois lettres refusant l'« *aide* » sollicitée par Hitler. Bien. Mais pourquoi ne se demande-t-il pas pourquoi il n'a trouvé que trois lettres, sur des dizaines qui ont dû être envoyées (nous prenons à dessein un chiffre très bas) et pourquoi les lettres qu'il découvre, des années après la fin ignominieuse du nazisme, sont toutes les trois des refus ? Pourquoi ne donne-t-il aucun élément d'explication à l'absence dans les archives des intéressés, à cette date, de toute lettre acceptant de subventionner le parti de Hitler ? Nous avons mentionné son appréciation de la personnalité de Schacht comme un « *aventurier* ». Pourquoi ne justifie-t-il pas cette appréciation ? Schacht ne se targuait-il pas, et à juste titre, à la fin de la guerre, d'avoir des contacts avec le président Roosevelt ? N'a-t-il pas été choisi pour être jugé à Nuremberg et finalement libéré ce qui ne serait pas probablement échu à un aventurier ? Quoi qu'il en soit, il ne suffit pas d'affirmer que Kun von Schröder était un insignifiant banquier ? Pourquoi pas, si on le démontre et si on apporte des éléments sérieux pour contredire l'opinion d'Anthony C. Sutton<sup>27</sup> qui démontrait qu'il représentait en Allemagne d'importants capitaux anglo-saxons, liés à Morgan et ITT ?

Il y a plus grave encore. Pourquoi, alors qu'il souligne que les grands capitalistes nourrissent quelque méfiance à l'égard des projets nationaux-socialistes, admettre qu'ils sont tout de même prêts à les aider pour « *extirper le marxisme et la démocratie* », même s'ils leur donnent moins de marks qu'aux conservateurs ? Tout en reprochant avec véhémence à ceux qu'il tient, de toute évidence, pour ses adversaires « *de gauche* », de sous-estimer la superstructure, ne tombe-t-il pas dans un défaut inverse en retraçant une histoire qui n'a aucune ligne de force puisqu'il ne tente même pas — à la différence de Hamilton — d'expliquer comment un tel parti a été mené jusqu'au point où il pouvait jouer le rôle qu'il a joué et se suffit à lui-même dans ses besoins financiers. Et l'on peut, à cette étape, ajouter qu'il est bien d'autres points, dans cette histoire sans racines, qui éveillent doute voire suspicion : quelle confiance à l'égard de ces magnats de l'industrie, ce milieu que le professeur Turner « *connaît* » bien, à l'égard de ces hommes suroccupés et honnêtes, mais qui ont été finalement abusés par des canailles tout en restant tout de même jusqu'au bout plus méfiants que l'électeur protestant et rural ordinaire. C'est trop beau pour être honnête.

---

<sup>27</sup> Anthony C. Sutton, *Wall Street and the Rise of Hitler*, pp. 79-81.

Richard F. Hamilton et Henry A. Turner ont en outre un point commun avec Michael Kater, c'est la suffisance avec laquelle ils portent des jugements définitifs sur ce qu'ils appellent l'interprétation « marxiste », qu'ils qualifient d'idéologique, se réservant à eux-mêmes le monopole de la fabrication du « scientifique », et l'ignorance totale qu'ils manifestent de ces mêmes interprétations ou, pour mieux dire, de la littérature diverse et variée se réclamant du marxisme qui a abordé les questions dont ils prétendent aujourd'hui trancher. Nous ne multiplierons pas les exemples. Un seul suffira. M. le professeur Turner, par exemple, constate que le principal « argument marxiste » — comment un argument peut-il être marxiste ? — Peut-être veut-il dire que le « principal argument des marxistes » serait que « le fascisme représente la dernière étape du capitalisme ». De toute évidence, notre spécialiste ignore que, d'un point de vue tout à fait élémentaire, cette formule même est indéfendable en toute méthode marxiste, le « fascisme » désignant un phénomène politique et le capitalisme un phénomène « économique » : c'est aussi absurde que d'assurer, par exemple, que la différence entre X et Y est que le premier est chauve alors que le second porte des lunettes. Mais il y a plus. Il est exact que des arguments de ce genre ont été avancés dans les années trente, par le KPD, l'Internationale et ses partis, c'est-à-dire par les formations politiques représentatives du stalinisme. Ce fut un des arguments, en effet, employés par le stalinisme pour justifier une politique qui pavait la voie aux troupes de Hitler, un de ces « facteurs » que Messieurs les historiens de la nouvelle histoire et de la nouvelle droite veulent absolument occulter. C'est ainsi que, paradoxalement, ces gens qui n'ont jamais lu une ligne d'analyse marxiste de la situation allemande et baptisent « marxiste » n'importe quoi, s'érigent en spécialistes et distribuent eux-mêmes les labels. Candidats et membres du jury, ils sont sûrs d'être couronnés et c'est peut-être ce qui explique chez eux quelques négligences assez stupéfiantes et une garde qui est loin d'être suffisamment serrée.

### **Un certain acquis**

Est-ce à dire que ces trois ouvrages n'apportent rien d'autre que le fruit de deux partis-pris et une prétention extraordinaire à trancher même en dehors du thème dans lequel ils se sont spécialisés ? Certainement pas. Nous avons déjà indiqué qu'il n'en était rien pour Kater et que ses préjugés et partis-pris idéologiques, parfois absurdes, ne l'empêchaient pas de mettre en lumière d'importants aspects du développement historique qui remettent en question y compris certaines de ses affirmations les plus péremptoires et les plus arbitraires. On peut constater de la même façon des aspects positifs dans les travaux de Hamilton et Turner. Ils ont sans doute démolé quelques légendes — moins décisives que ce qu'ils croient et disent avoir démolé — et il ne faut pas leur contester ce succès. Ils ont ensuite bien montré l'inanité de cette histoire-fatalité, positiviste, d'adoration du fait accompli qui a souvent remplacé l'analyse la plus élémentaire chez des gens qui se réclament du marxisme. Ils ont montré, à partir de plusieurs exemples concrets, que, dans l'histoire du parti nazi comme dans l'histoire humaine en général, il n'y a pas de relation automatique entre infra et superstructure et que l'histoire ne peut nullement être comprise comme un mécanisme dont il faudrait découvrir la clé, mais qu'elle doit l'être comme un développement complexe dont on peut pour le moment seulement approcher la complexité et l'orientation générale. Ils ont fourni de très claires illustrations de ce que certains historiens un peu « mécanistes » ont très souvent négligé, notamment sur la survivance des mentalités et des traditions en dehors et au-delà des structures qui leur ont donné naissance et qui les expliquent. Compte tenu des lacunes indiquées plus haut et du mépris du contexte historique concret réel, leur analyse du rôle des militants nazis est intéressante, même si elle ne tient pas compte des acquis de l'histoire mondiale qui en éclairaient bien des aspects, mal ou pas compris. Enfin, en montrant que ce qu'ils appellent l'élite, les classes dirigeantes, les « pourvus », n'ont finalement en tout cas pas vu d'un trop mauvais œil les nationaux-socialistes et ont très tôt songé à les utiliser à leurs propres fins, ils rejoignent, non les présumés mais les conclusions scientifiques des travaux de Kater sur le fait que les nationaux-socialistes, loin vouloir « niveler », bouleverser l'ordre économique et social, n'aspiraient plus qu'à le corriger un tout petit peu en leur propre faveur.

Je ne conclurai pas sur l'aspect international de la publication de ces trois ouvrages dans un courant dont je ne sais si on peut le qualifier de « *mode* » ou de « *campagne* », de dépréciation systématique du marxisme, de la réduction /déformation qu'on lui fait systématiquement subir pour mieux le discréditer, ni sur le fait que ces auteurs-là trouvent plus facilement que d'autres des éditeurs. On notera seulement, en attendant que ces livres soient traduits en français, que les comptes-rendus de presse dont ils ont bénéficié aux Etats-Unis sont beaucoup plus forcés, voire à certains égards malhonnêtes, que les travaux eux-mêmes, mais que, de toute façon, il faut avoir lu les livres pour se faire à leur sujet un opinion.

Ceci précisé, il faut bien dire que ce ne sont pas ces trois ouvrages qui rendront nécessaire une nouvelle rédaction de l'histoire de la montée du nazisme en Allemagne. D'une certaine manière, ils confortent même quelques-uns des éléments fondamentaux de ce qu'ils appellent de façon générale l'interprétation « *marxiste* ». Ils ne nient pas que la montée du nazisme se soit produite dans le cadre d'une crise profonde de l'économie et de la société allemande, dont ils nient l'influence directe, mais admettent les conséquences « *psychologiques* ». Ils ne contestent pas l'existence, dans ce cadre, d'une offensive des classes dirigeantes — que H.A. Turner approuve vigoureusement — pour détruire les avantages acquis des travailleurs et les institutions du mouvement ouvrier en tant qu'obstacles sur la voie d'une reconstruction économique dont ils oublient tous de rappeler qu'elle passait notamment par la mise sur pied d'une économie d'armements. Ils doivent bien admettre que la classe dirigeante et la petite bourgeoisie, dans son écrasante majorité, se sont regroupés derrière les nazis face aux partis social-démocrate et communistes dont la clientèle militante et électorale est restée inentamée, mais qui sont jusqu'au bout farouchement divisés. Ces travaux ne s'intéressent nullement à la politique du mouvement ouvrier : la « *basse classe* » est pour eux un bloc étranger, en marge de l'univers où se prennent les décisions, et ils ne comprennent même pas en quoi elle constituait un obstacle majeur et sous les pas de quelle politique.

Ainsi nos auteurs en restent-ils en deçà de la compréhension minimale de la montée du nazisme telle qu'elle a été établie notamment par les travaux contemporains de Trotsky : l'unification de la bourgeoisie derrière ses bandes de guerre civile et, en face, la politique de division de la bureaucratie stalinienne ont permis aux classes dirigeantes d'éviter la révolution en préparant la guerre mondiale.

Mais peut-être n'ont-ils pas saisi le rapport ?